



A U C A M V I L L E

A R R E T E D U M A I R E

**PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE
DE LA CIRCULATION ET DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
SUR LA RUE DES PEUPLIERS**

Le Maire d'Aucamville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Pénal,

Vu la demande de Prolongation de Toulouse Métropole en date du 21/09/2022,

Vu l'autorisation DAET N°T 22AUC06352 de Toulouse Métropole,

Considérant que pour permettre des travaux sur le réseau d'électricité et assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation et l'occupation du domaine public selon les dispositions suivantes,

A R R E T E

Article 1 : La circulation sera alternée et l'occupation du domaine public sera autorisée à hauteur du N° 48 rue des Peupliers.

Cette réglementation sera applicable du samedi 24 septembre 2022, 08 heures au vendredi 21 octobre 2022, 18 heures.

Article 2 : L'entreprise autorisée à occuper le domaine public est GABRIELLE, 13 chemin de Lassoulan 31480 CADOURS.

Article 3 : La signalisation du chantier sera mise en place, entretenue et déposée sous le contrôle de la Police municipale, par l'entreprise ou la personne chargée des travaux.

Article 4 : La Brigade de Gendarmerie locale, la Police municipale et tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté. L'affichage de l'arrêté sur la zone de travaux est à la charge de l'entreprise mandatée.

Article 5 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le *Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV, 31000 Toulouse* ou sur l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Aucamville, le 22 septembre 2022

Le Maire,



Gérard ANDRE

Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de suppression des données qui vous concernent (article 34 de la « loi informatique et libertés » du 6 janvier 1978. Pour l'exercer contacter la mairie).